



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1997/838
3 novembre 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 3 NOVEMBRE 1997, ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE L'EX-RÉPUBLIQUE YUGOSLAVE DE
MACÉDOINE AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre datée du 31 octobre 1997 qui vous est adressée par S. E. M. Blagoj Handziski, Ministre des affaires étrangères de la République de Macédoine, concernant la Force de déploiement préventif des Nations Unies (FORDEPRENU). Je vous prie de bien vouloir porter le contenu de cette lettre à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur

(Signé) Naste CALOVSKI

ANNEXE

Lettre datée du 31 octobre 1997, adressée au Secrétaire général par
le Ministre des affaires étrangères de l'ex-République yougoslave
de Macédoine

J'ai l'honneur d'exposer ci-après notre position en ce qui concerne la nécessité de prolonger au-delà du 30 novembre 1997 la présence de la Force de déploiement préventif des Nations Unies (FORDEPRENU) dans la République de Macédoine.

Dans votre dernier rapport, présenté le 11 août 1997 (S/1997/631) en application de la résolution 1110 (1997) du Conseil de sécurité en date du 28 mai 1997, les faits concernant la composition, le déploiement, les effectifs et le mandat de la FORDEPRENU sont exposés de façon réaliste et objective.

Nous considérons particulièrement important le passage de votre rapport où vous dites : "Il est évident que la situation dans le pays était et demeure indissociable de celle qui prévaut dans la région, notamment les zones frontalières. Toutefois, les relations du Gouvernement avec les voisins ont continué à se développer, tout comme ses relations avec les autres membres de la communauté internationale. De plus, la participation active du pays à toute une gamme d'organisations et de programmes internationaux, notamment le Programme de partenariat pour la paix de l'OTAN et le programme PHARE de l'Union européenne, est une nouvelle preuve de l'accroissement de son autorité et de sa compétence sur le plan international" (S/1997/631, par. 21).

Toutefois, considérant que, comme vous le dites au paragraphe 23 de votre rapport, vous considérez vous aussi que "la communauté internationale devra jouer un rôle actif dans la région pendant quelque temps encore et que les autorités du pays hôte souhaitent le maintien de la présence internationale..." – souhait que nous exprimons de nouveau par la présente lettre –, je tiens à vous informer de l'évolution récente de la situation dans la région.

Malheureusement, celle-ci vient étayer notre argument selon lequel la présence de la FORDEPRENU en République de Macédoine doit se poursuivre après le 30 novembre 1997 :

- Les tensions assez graves au Monténégro, après les élections présidentielles, pourraient être une nouvelle source de déstabilisation dans la région. En effet, la volonté du nouveau Président d'obtenir que le Monténégro soit traité sur un pied d'égalité avec l'autre entité fédérale de la République fédérale de Yougoslavie est interprétée par certains milieux politiques dans la Fédération comme une tentative de sécession. Cette question existe en fait depuis la dissolution de l'ex-Yougoslavie. Les interprétations divergentes de cet événement et les questions et problèmes complexes, toujours non réglés, qu'il a suscités ont causé et causent encore de graves divergences et des tensions entre la Yougoslavie et les autres États – tous États successeurs égaux. Cela tient certainement à l'interprétation de Belgrade, selon laquelle la dissolution de la Yougoslavie a été la sécession par la force des quatre unités

/...

fédérales et non une séparation de leur plein gré de la Fédération – fait pourtant reconnu par la communauté internationale;

- La République de Macédoine partage les préoccupations de la communauté internationale concernant la situation en Bosnie-Herzégovine, qui tient en partie à la lenteur avec laquelle sont mis en oeuvre les Accords de Dayton, en particulier, la partie civile de ceux-ci. Au sujet de cette situation et de l'application des Accords de Dayton, il existe entre les dirigeants des Serbes de Bosnie des désaccords et des dissensions qui, en eux-mêmes, sont source de déstabilisation.

Bien que la communauté internationale ait investi des efforts énormes en vue de stabiliser la situation et bien que des résultats positifs aient été enregistrés – par exemple l'organisation d'élections locales, – nous pensons que les causes profondes de la crise existent toujours et que rien ne garantit que les conflits ne reprendront pas après le retrait de la Force de stabilisation en juin 1998. Ainsi, la possibilité que ces conflits nouveaux débordent vers le sud reste elle aussi ouverte;

- La question du Kosovo, toujours non réglée, suscite aujourd'hui des tensions plus fortes encore que précédemment. Des sujets d'inquiétude particuliers sont les transferts illégaux d'armes en provenance de l'Albanie voisine et les affrontements qui se sont produits ces derniers mois entre les Albanais du Kosovo, équipés de ces armes illégales, et les forces des autorités. Il y a lieu aussi de s'inquiéter du fait que les étudiants albanais de l'Université de Pristine ont annoncé qu'ils poursuivraient leurs manifestations et en tiendraient en permanence.

Nous saluons les efforts faits par la communauté internationale pour encourager les deux parties – Belgrade et le Kosovo – à engager un dialogue et à parvenir à un règlement pacifique de la question. Toutefois, comme vous le savez, aucun plan concret n'a encore été arrêté et cette question est celle qui risque le plus de déclencher un conflit général dans la région;

- Le nouveau Gouvernement albanais ne ménage aucun effort pour stabiliser la situation dans le pays, rétablir l'ordre et la paix, et récupérer les armes volées; ses efforts ont donné des résultats positifs, mais ils sont encore loin d'être suffisants.

Il est évident que le Gouvernement de l'Albanie voisine n'est pas en mesure de rétablir, par ses propres moyens, la police et les forces armées, en particulier les unités frontalières. C'est la raison pour laquelle notre frontière commune n'est pas gardée du côté albanais, si bien qu'il arrive de plus en plus souvent que des groupes nombreux traversent illégalement la frontière. Ce problème est devenu plus complexe lorsque des gangs de criminels, relâchés des prisons albanaises, ont cherché à créer des filières pour transporter en République de Macédoine ou à travers elle des armes volées. Ces agissements ont provoqué un certain nombre d'affrontements graves avec

/...

nos unités militaires postées à la frontière et avec nos forces de police, ainsi que des incidents avec des représentants de la FORDEPRENU, à certains des points d'observation de la Force le long de la frontière.

Il est encourageant de noter que les dirigeants actuels en Albanie sont conscients du problème; toutefois le fait que jusqu'à maintenant, ils n'ont pas été en mesure d'instituer un régime normal à la frontière donne à penser que cette situation risque fort de durer pendant quelque temps encore.

Nous saluons les efforts faits par la communauté internationale pour aider les autorités albanaises à rétablir les forces de police et les forces militaires et, de cette façon, à mettre en place un régime normal le long de notre frontière commune.

Dans la limite de ses moyens, la République de Macédoine a toujours offert une aide humanitaire et d'autres types de secours à l'Albanie voisine, par exemple en mettant à sa disposition ses corridors de transport et ses aéroports pour l'acheminement des secours internationaux et en organisant pendant plusieurs mois le dédouanement de ces secours.

L'une des priorités de nos forces armées, dont l'organisation correspond à la notion d'une armée aux effectifs réduits, mais efficace, est d'assurer l'intégrité territoriale et de protéger les frontières de l'État. Dans l'accomplissement de cette tâche, les forces armées ont bénéficié d'une coopération exemplaire avec la FORDEPRENU, contribuant ainsi à stabiliser la situation aux frontières septentrionale et occidentale et au succès même de la mission.

- En dépit des obligations contractées aux termes de l'Accord relatif à la réglementation des relations et à la promotion de la coopération entre la République de Macédoine et la République fédérative de Yougoslavie (S/1996/291, annexe, appendice), et en dépit du fait que la frontière entre les deux États a été délimitée et qu'elle a existé en tant que frontière entre les deux Républiques de l'ex-Yougoslavie depuis 1944 jusqu'au moment où nous avons accédé à l'indépendance, la partie yougoslave a continuellement avancé des prétextes pour en retarder la matérialisation.

Néanmoins, nous continuons de nous employer à achever le processus de matérialisation de la frontière entre les deux États. Cela étant, du côté yougoslave, aucune mesure concrète n'a jusqu'ici été prise à cet égard, ce qui complique encore la situation le long de la frontière commune.

L'évaluation que nous présentons de la situation politique et en matière de sécurité actuelle dans les secteurs situés au nord et à l'ouest de nos frontières montre que les sources de déstabilisation de la région et, par conséquent, de mon pays, qui sont d'ailleurs à l'origine du déploiement de la mission de la FORDEPRENU, n'ont toujours pas été éliminées.

/...

Il convient de noter qu'il faudra encore du temps pour avoir raison de ces sources d'instabilité.

Toutefois, nous pouvons dire que des progrès ont été faits pour ce qui est de dégager des initiatives et de renforcer l'engagement de la communauté internationale en faveur de l'élimination progressive de ces sources de déstabilisation.

Le maintien de la présence de la FORDEPRENU en République de Macédoine peut avoir une importance décisive pour le succès de ces initiatives, dans la mesure où la mission a toujours été un facteur de dissuasion et où son mandat peut permettre de réaliser leurs objectifs.

Nous saluons les progrès qui ont été accomplis pour faire de la région une région de paix, de stabilité, de sécurité et de coopération durables, ce qu'a rendu possible l'initiative conjointe des pays de l'Europe du Sud-Est, qui sont membres à part entière des structures de sécurité euro-atlantiques ou se sont engagés à y adhérer rapidement.

Si, au cours de l'année à venir, les initiatives prises par la communauté internationale pour régler quelques-unes des questions ouvertes susmentionnées par la voie du dialogue commencent à donner des résultats, nous comptons que des progrès plus importants pourraient être faits pour triompher de ces sources de déstabilisation de la région. La présence de la FORDEPRENU jusqu'à la fin de cette période, qui pourrait s'étendre sur les 12 mois à venir, y contribuera d'une manière essentielle.

Au vu de ce qui précède, nous estimons que la FORDEPRENU devrait demeurer en République de Macédoine pendant la période que je viens d'indiquer en conservant le mandat et la composition qui sont les siens.

(Signé) Blagoj HANDZISKI
